

Direction de la Commande Publique  
Bâtiment MUSE  
80, allée Ampère  
38400 Saint Martin D'Hères  
Courriel : [marches.crous38@crous-grenoble.fr](mailto:marches.crous38@crous-grenoble.fr)

Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de services

---

## **LOCATION ET ENTRETIEN DES VÊTEMENTS PROFESSIONNELS DES PERSONNELS DE LA RESTAURATION**

**2025-10**












Appel d'offres ouvert

En application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique

---

**Cahier des Clauses Administratives Particulières  
(C.C.A.P.)**

## SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de services</p> <p><u>Objet</u> : Location et entretien des vêtements professionnels des personnels de la restauration</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>CROUS Grenoble Alpes Bâtiment MUSE 80 allée Ampère 38400 - Saint-Martin-d'Hères</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des clauses environnementales</p>
	<p>L'accord-cadre n'inclut pas de clauses sociales</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services..</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas alloti.</p>
	<p>La durée d'exécution de l'accord-cadre est de 48 mois.</p>
	<p>Le marché est à prix unitaires.</p>
	<p>L'accord-cadre est révisable.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Sans objet</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

## SOMMAIRE

---

<b>PARTIE 1.</b>	<b>PRÉAMBULE.....</b>	<b>4</b>
<b>PARTIE 2.</b>	<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>5</b>
ARTICLE 1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	5
ARTICLE 2.	DURÉE ET DELAIS .....	5
ARTICLE 3.	TYPE D'ACCORD CADRE.....	5
ARTICLE 4.	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	5
ARTICLE 5.	ASSURANCES .....	5
ARTICLE 6.	INTERVENANTS.....	6
6.1.	SOUS-TRAITANCE.....	6
6.2.	GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES .....	7
<b>PARTIE 3.</b>	<b>PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT .....</b>	<b>8</b>
ARTICLE 7.	CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE .....	8
7.1.	MODALITES DE FIXATION DES PRIX .....	8
7.2.	CONTENU DU PRIX .....	8
7.3.	VARIATION DES PRIX.....	8
ARTICLE 8.	FACTURATION VALEUR RESIDUELLE .....	9
ARTICLE 9.	AVANCE .....	9
ARTICLE 10.	RETENUE DE GARANTIE .....	9
ARTICLE 11.	MODALITÉS DE PAIEMENT .....	10
11.1.	DELAI DE PAIEMENT .....	10
11.2.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES .....	10
11.3.	FACTURATION .....	10
<b>PARTIE 4.</b>	<b>MODALITÉS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>12</b>
ARTICLE 12.	MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES .....	12
ARTICLE 13.	PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS.....	12
ARTICLE 14.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	13
14.1.	RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE .....	13
ARTICLE 15.	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	13
<b>PARTIE 5.</b>	<b>CLAUSES DIVERSES.....</b>	<b>14</b>
ARTICLE 16.	CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ .....	14
<b>PARTIE 6.</b>	<b>DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....</b>	<b>15</b>
ARTICLE 17.	PÉNALITÉS ET PRIMES .....	15
ARTICLE 18.	MESURES COERCITIVES .....	16
ARTICLE 19.	CAS DE RÉILIATION .....	16
ARTICLE 20.	LITIGES ET DIFFÉRENDS .....	16
<b>PARTIE 7.</b>	<b>DÉROGATIONS AU CCAG.....</b>	<b>17</b>

## **PARTIE 1. PREAMBULE**

---

### **Législation applicable**

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

## **PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES**

---

### **ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

**Objet des services :** Location et entretien des vêtements professionnels des personnels de la restauration.

Le montant maximum alloué est limité à 1 200.000,00 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre.

### **ARTICLE 2. DUREE ET DELAIS**

Durée totale de cet accord-cadre : 48 mois à compter du 1er octobre 2025.

L'accord-cadre comprend une phase de préparation préalable ayant pour point de départ la date de notification du marché, estimée au 25 avril 2025, et expirant le 30 septembre 2025. Durant cette phase préparatoire, le titulaire s'engage à réaliser les prises de mesure de l'ensemble des personnels de l'hébergement ainsi que les mises à la taille des vêtements (cf article 5.1 CCTP). La dotation en stock initial des tenues à la taille de l'ensemble des personnels devra impérativement être livrée dans chaque site pour le mercredi 1er octobre 2025 au plus tard, date de début de la prestation de location/entretien.

Le titulaire du marché est strictement tenu au respect des délais de livraison auxquels il s'est engagé dans son mémoire technique, et ce pendant toute la durée du marché.

Au-delà, le CROUS peut refuser la marchandise et le titulaire encourt des pénalités de retard.

### **ARTICLE 3. TYPE D'ACCORD CADRE**

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de services.

### **ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (\*)
- Le Cadre de Mémoire Technique
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- Les décisions modificatives le cas échéant

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

### **ARTICLE 5. ASSURANCES**

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

## **ARTICLE 6. INTERVENANTS**

### **6.1. Sous-traitance**

#### **Présentation d'un sous-traitant**

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

#### **Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement**

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations de l'accord-cadre, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

#### **Paiement direct des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

## **6.2. Groupement d'opérateurs économiques**

Le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisés.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

Si le titulaire est un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

## PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

### ARTICLE 7. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

#### 7.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base du bordereau des prix unitaires.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire à prix unitaires est celui dans lequel des prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de services dont il aura besoin. En conséquence, les quantités reprises dans le BPU régissant le présent accord-cadre sont données à titre purement indicatif, et elles n'engagent pas l'acheteur. Dès lors, le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif ne seraient pas atteintes.

#### 7.2. Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

#### 7.3. Variation des prix

Les prix pourront être révisés annuellement à la date anniversaire du marché, soit chaque 1<sup>er</sup> octobre.

Il appartient au titulaire d'adresser à la Direction de la Commande Publique, 6 semaines avant cette date et par lettre recommandée, son bordereau de prix révisé selon la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [ 0,15 + 0,85 \times IPC(n)/IPC(o) ]$$

dans laquelle :

<i>P(n)</i>	<i>Po</i>	<i>IPC</i>	<i>IPCn</i>	<i>IPCo</i>
Prix révisé	Prix initial du marché réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, appelé "Mois zéro" (Mo)	Indice des prix à la consommation- <b>Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 03.1.4 - Nettoyage, réparation et location d'articles d'habillement</b> (cf. site internet <a href="http://www.indices.insee.fr">www.indices.insee.fr</a> - rubrique « recherche par dentifiant », identifiant <b>001763969</b> )	Valeur de l'indice de référence à la date de la demande de la révision de prix	Valeur de l'indice de référence au mois de remise des offres "Mois zéro" (Mo)



La demande de révision de prix se fera sur la même présentation tarifaire que celle retenue à la passation du marché (via le bordereau des prix unitaires). Le bordereau des prix révisé devra également être transmis par voie dématérialisée. Les différentes valeurs des indices seront impérativement mentionnées dans la demande de révision.

**En cas de non réception de la demande de révision de prix dans les délais impartis, les prix unitaires en cours seront tacitement reconduits pour les 12 mois suivants.**

Les nouveaux prix, sans opposition de la Direction de la Commande Publique dans le délai des 6 semaines susvisées, pourront être appliqués à compter du début de chaque nouvelle période de 12 mois.

## **ARTICLE 8. FACTURATION VALEUR RESIDUELLE**

Avant toute demande de facturation de la valeur résiduelle des articles non amortis, le titulaire devra transmettre à la Direction de la Commande Publique du Crous les éléments chiffrés détaillés permettant d'attester que les frais engendrés pour le remplacement des articles détériorés (cf article 5.8 du CCTP), perdus du fait du Crous (cf article 9.2 du CCTP), ou en cas de nouveaux porteurs (cf article 6.2 du CCTP), dépassent le seuil des 10% du montant mensuel du marché. En deçà de ce seuil, aucune facturation de la valeur résiduelle des articles non amortis ne sera acceptée.

La demande de paiement de la valeur résiduelle devra obligatoirement être accompagnée du tableau d'amortissement des articles concernés et du détail du calcul justifiant le montant à payer.

## **ARTICLE 9. AVANCE**

L'option A du CCAG Fournitures courantes et services est retenue.

Une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000€ HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois à hauteur de 5% du montant du bon de commande si sa durée d'exécution est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance accordée est à hauteur de 5% d'un montant égal à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci (mentionné en mois).

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant (TTC) des prestations qui lui sont confiées au titre de l'accord-cadre.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux de l'avance est porté à 30%.

## **ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE**

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

## **ARTICLE 11. MODALITES DE PAIEMENT**

### **11.1. Délai de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Pascaline NICOLAS  
Agent comptable du CROUS Grenoble Alpe  
CROUS Grenoble Alpes  
Bâtiment MUSE  
80 allée Ampère  
38400 Saint-Martin-d'Hères  
Tél. : 04 76 87 96 44  
Email : pascaline.nicolas@crous-grenoble.fr

### **11.2. Modalités de règlement des comptes**

Les prestations objet du présent marché font l'objet d'une facturation mensuelle par site, précisant un détail par porteur. Les paiements s'effectuent après exécution du service fait et suivant les règles de la comptabilité publique. Les sommes dues en exécution du présent marché public sont payées par mandat administratif au crédit du ou des compte(s) cité(s) dans l'acte d'engagement. En cas de changement de compte bancaire en cours d'exécution du marché, le titulaire s'engage à en informer l'acheteur en recommandé avec accusé de réception.

Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance :

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au mandataire et ses cotraitants en cas de groupement.

### **11.3. Facturation**

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:  
Nom : CROUS Grenoble Alpes  
SIRET : 18380156200723  
Codes service : joints au DCE

**Le titulaire s'engage à utiliser le même numéro de SIRET pour le dépôt de ses factures sur Chorus Pro que celui figurant sur l'acte d'engagement.**

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° les références du marché et le **numéro de l'engagement juridique** (les numéros d'EJ seront transmis après notification du marché) ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

## **PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION**

---

### **ARTICLE 12. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES**

#### Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

#### Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

### **ARTICLE 13. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS**

#### Marchés complémentaires/Marchés similaires

Conformément à l'article R2122-4 du code de la commande publique, le Crous peut passer un marché de fournitures sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial et qui sont destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, lorsque le changement de fournisseur obligerait l'acheteur à acquérir des fournitures ayant des caractéristiques techniques différentes entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées. Sa durée ne peut dépasser, sauf cas dûment justifié, trois ans, périodes de reconduction comprises.

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, le Crous peut passer un marché public de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché public.

#### Clause de réexamen :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 14. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

### **14.1. Régime des droits de propriété intellectuelle**

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

## **ARTICLE 15. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L. 2112-2 du Code de la Commande Publique en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Le titulaire met en œuvre des modes de traitement des articles respectueux de l'environnement. Il s'engage à favoriser le recours à des produits de nettoyage avec écolabels ou équivalents.

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions.

## **PARTIE 5. CLAUSES DIVERSES**

---

### **ARTICLE 16. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE**

#### Protection des données à caractère personnel :

Dans le cadre du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à respecter les normes en vigueur applicables aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier, la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, dite loi « Informatique et Libertés », et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, dit « Règlement Général sur la Protection des Données » (RGPD) ; applicable à compter du 25 mai 2018.

L'acheteur et le titulaire du présent accord-cadre doivent être en mesure de prouver leur mise en conformité avec les principes fondamentaux de la protection des données et notamment la légalité, l'impartialité, la transparence et la minimisation des données. Ces derniers sont ainsi tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents signalés comme présentant un caractère personnel ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître le contenu.

Les candidats retenus pourront conserver les données pendant la durée du contrat selon les durées de prescription légales en vigueur.

#### Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

#### Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

## **PARTIE 6.    DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION**

### **ARTICLE 17.    PENALITES ET PRIMES**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, le non-respect des délais d'exécution tels que définis dans le CCAP, le CCTP et le mémoire technique et la mauvaise exécution de la prestation expose le titulaire à l'application des pénalités suivantes :

<b>NATURE</b>	<b>PENALITES</b>
Non-respect du délai de mise en place de la dotation globale initiale défini à l'article 2 du CCAP	10€ TTC par jour calendaire de retard et par porteur
Non-respect du jour de livraison/collecte hebdomadaire défini avec les responsables des sites, comme stipulé à l'article 5.5 du CCTP	20€ TTC par manquement et par site
Non-rangement des vêtements propres sur les portants, comme stipulé à l'article 5.5 du CCTP	50€ TTC par manquement et par site
Non-respect des délais inscrits dans le cadre de mémoire technique en cas de nouveaux porteurs	40€ TTC par semaine de retard pour la prise des mesures 40€ TTC par semaine de retard pour la mise à disposition de la dotation
Non-respect des délais inscrits dans le cadre de mémoire technique en cas de changement de taille d'un porteur	40€ TTC par semaine de retard pour la prise des mesures 40€ TTC par semaine de retard pour la mise à disposition de la dotation
Non-respect des délais inscrits dans le cadre de mémoire technique en cas de réparation/retouche d'un article	20€ TTC par semaine de retard et par article
Bordereau de collecte/livraison non transmis ou non consultable sur l'espace client, comme stipulé à l'article 5.9 du CCTP	10€ TTC par manquement constaté
Non-conformité suite aux opérations de vérification quantitative et qualitative (article 7.1 du CCTP)	10€ TTC par manquement constaté

Toutes les pénalités prévues au marché sont appliquées au titulaire sur simple constat, sans mise en demeure préalable. Elles seront imputées, sous forme d'avoir, sur les paiements à venir dus au titulaire.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire (article 18) ou de résilier le marché sans verser d'indemnités au titulaire (article 19) .

#### Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

## **ARTICLE 18. MESURES COERCITIVES**

### Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **ARTICLE 19. CAS DE RESILIATION**

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

### Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

## **ARTICLE 20. LITIGES ET DIFFERENDS**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Grenoble

Tél. : 04 76 42 90 00

Fax : 04 76 42 22 69

Email : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Tribunal Administratif de Grenoble

Tél. : 04 76 42 90 00

Fax : 04 76 42 22 69

Email : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

### Règlement à l'amiable :

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de l'acheteur et faisant apparaître le désaccord ;
- soit du silence gardé par l'acheteur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours.



## **PARTIE 7. DEROGATIONS AU CCAG**

---

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 13.1.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14 du CCAG Fournitures Courantes et Services.